**LETTRE DE CANDIDATURE [[1]](#footnote-1)**)

**DÉSIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS**

*Ce formulaire est destiné aux candidats aux marchés de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse pour présenter leur candidature.* ***En cas de marché alloti, ce document peut être commun à plusieurs lots.***

*En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire et produit les renseignements ou documents demandés par l'Aéroport (formulaire de déclaration du candidat i) notamment).*

**Identification de l'acheteur :**

AÉROPORT DE BÂLE-MULHOUSE - Établissement public franco-suisse

BP 60120

68304 SAINT-LOUIS Cedex

**Objet de la consultation :**

*(Reprendre le titre du marché figurant dans l'avis d'appel public à concurrence)*

**Objet de la candidature :**

*(Cocher la case correspondante)*

La candidature est présentée :

Pour le marché ou pour l'accord-cadre *(en cas de marché non découpé en lots)*

Pour le lot n°      ou les lots n°       du marché ou de l'accord-cadre *(en cas de marché découpé en lots)*

Indiquer ci-dessous l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à concurrence

Pour l'ensemble des lots du marché ou de l'accord-cadre.

**Présentation du candidat :**

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

Adresses de son établissement et de son siège social :

Adresse mail :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET ou équivalent :

*(Cocher la case correspondante)*

A. Le candidat se présente seul

B. Le candidat est un groupement d'entreprises :

solidaire ou  conjoint

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :  Oui  Non

**Identification des membres du groupement et répartitions des prestations :**

*(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Lot n°** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement ([[2]](#footnote-2)), adresse électronique, numéro de téléphone, numéro SIRET des membres du groupement** | **Prestations exécutées par les membres du groupement** (**[[3]](#footnote-3)**) |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

C. Membre désigné du candidat auquel des informations sur la dévolution du marché pourront être adressées si nécessaire par courriel :

Nom, prénom :

Titre, fonction :

Courriel :

**Désignation du mandataire** *(à compléter en cas de groupement uniquement)* **:**

**Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :**

Nom commercial et dénomination sociale du mandataire :

Adresses de son établissement et de son siège social :

Adresse mail :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET ou équivalent :

**Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.**

**Engagement du candidat individuel ou de chaque membre du groupement :**

**1. Interdiction de soumissionner :**

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus dans l'attestation sur l'honneur jointe en annexe, et pour justifier qu'il n'entre dans aucun de ces cas, il produit l’attestation signée à l'appui de sa candidature.

**2. Capacités**

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement produisent aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :

|  |  |
| --- | --- |
| le formulaire Déclaration du Candidat | les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation |

**DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :**

1. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation définitive pour tout délit affectant sa moralité professionnelle, ou pour une infraction de même nature dans un autre État (condamnation pour escroquerie, abus de confiance, trafic de stupéfiant, blanchiment, acte de terrorisme, corruption active ou passive, entrave à la justice, faux et usage de faux, association de malfaiteurs, …) ou d'une autre interdiction légale.
2. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour une infraction relative à l'ensemble de ses obligations en matière de déclaration et de paiement des impôts, taxes et des cotisations sociales dus à titre personnel et au titre de ses salariés ;
3. ne pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.1146-1, L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L. 8231-1, L.8241-1, 8251-1 et 8251-2 du code du travail français ou de l’article 225-1 du code pénal, ou des infractions de même nature dans un autre État.
4. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
5. ne pas être en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
6. ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre mon activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
7. avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement;
8. être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1, L.5212-11 du code du travail français concernant l’emploi des travailleurs handicapés, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
9. que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l’article D.8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
10. fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l’article R.3243-1 du code du travail français, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l’étranger ;
11. avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L.2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
12. être assuré contre tous les risques professionnels (responsabilité civile notamment) et qu'il prendra toute garantie complémentaire nécessaire au cas où il serait titulaire du marché.
13. que les renseignements fournis dans le formulaire "Déclaration du candidat" et ses annexes sont exacts.

|  |  |
| --- | --- |
| Lieu et date de signature | **SIGNATURE** du candidat individuel ou de chaque membre du groupement,  Nom, prénom et qualité du signataire(**[[4]](#footnote-4)**) |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. *) Formulaire disponible sur le site* [*www.euroairport.com*](http://www.euroairport.com)*, rubrique "business & partenaires", "marchés publics", "documentation générale" :* [Documentation générale sur les marchés publics | EuroAirport](https://www.euroairport.com/fr/business-partenaires/marches-publics/documentation.html) [↑](#footnote-ref-1)
2. ) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement [↑](#footnote-ref-2)
3. ) Pour les groupements conjoints [↑](#footnote-ref-3)
4. ) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente [↑](#footnote-ref-4)